

LA VILLE DE BOUNA :

de l'époque précoloniale à aujourd'hui

PAR

Jean-Louis BOUTILLIER *

A l'époque précoloniale, Bouna était déjà une véritable ville, à la fois capitale du royaume Koulango à la tête duquel se trouvait le *Buna-masa*, et cité-marchande sur une des grandes routes caravanières de l'Ouest Africain. Sa population était estimée par BINGER, lors de son passage en 1889, à environ 10 000 habitants (1). Au 19^e siècle sur le territoire de l'actuelle Côte d'Ivoire, elle partage le privilège d'être une ville avec trois autres centres seulement. Mais comme Kong, elle partage aussi le privilège — très fâcheux cette fois, mais ce n'est évidemment pas un hasard — d'être pillée, brûlée, absolument détruite par les Sofas de Samory. Pour Bouna, cela se passe en 1896 et celui qui dirige les Sofas est le propre neveu de l'Almamy : Saranké Mory.

Bouna ne se relèvera jamais tout à fait de ce désastre. A l'époque coloniale, elle devient chef-lieu d'une circonscription administrative, Subdivision, puis Sous-Préfecture après l'indépendance de la Côte d'Ivoire, c'est-à-dire, centre d'un ensemble politique nouveau ne coïncidant plus avec les frontières du pays Koulango. Cette période est aussi marquée par une immigration lente mais continue et massive de paysans Lobi qui, venant de Haute Volta — précédemment d'ailleurs du Ghana — s'infiltrèrent à la recherche des terres neuves et s'installent sur les terroirs peu peuplés des villages Koulango. Autrefois en minorité, les Lobi représentent aujourd'hui, au moins démographiquement, une forte majorité. Cultivateurs et éleveurs actifs, ils créent ainsi à la ville de Bouna un arrière-pays riche et dynamique.

Or tout se passe comme si Bouna n'avait pas été hier et n'était pas encore aujourd'hui capable d'adapter ses structures urbaines anciennes aux conditions nouvelles. L'indépendance est maintenant recouvrée : Bouna saura-t-elle demain répondre à ce double défi qui est inscrit dans son destin : créer l'infrastructure d'une ville véritablement moderne et devenir le centre d'une zone rurale en pleine expansion démographique et économique.

* Economiste, Maître de Recherches à l'ORSTOM. Centre de Petit-Bassam, B.P. 42.93 - Abidjan (Côte d'Ivoire).

(1) BINGER 1892.

I — BOUNA VILLE PRÉCOLONIALE

Capitale du « Royaume » Koulango et cité-marchande.

La juxtaposition dans la ville précoloniale de Bouna de groupements autochtones Koulango, dirigeants d'un petit royaume de cultivateurs et de groupements étrangers « dioula » orientés principalement vers des activités mercantiles, est remarquable et probablement assez typique de l'organisation socio-économique qui caractérise l'Ouest-Africain du 17^e au 19^e siècle. La description de l'un et l'autre des aspects de cette ville nous permettra d'essayer de la situer dans cet ensemble.

Afin de donner une idée du rôle de Bouna en tant que capitale des « Etats de Bouna » (ou du royaume de Bouna) on peut résumer les grands traits de son organisation. Le territoire du Royaume était divisé en un certain nombre de provinces ou territoires — *Sako* — à la tête desquels se trouvaient des chefs territoriaux. Il existait une hiérarchie entre ces chefs qui étaient responsables de ces territoires et portaient le titre correspondant : *masa* précédé du nom du territoire. Les cinq principaux territoires étaient Angaye et Danoa au Nord, Niandegui à l'Est, Yalo à l'Ouest, Latrougo au Sud. Des chefferies plus modestes se trouvaient aussi à Péko, Vigoli, Niamouin, Konzié, Kalamou, Nakiélé, Ierévo, Lankara : c'étaient des chefferies de villages, bien que certaines aient dans leur mouvance des villages dépendants, peuplés soit d'autochtones, Lorombo, Nambaï, soit d'immigrants récents, Lobi surtout.

La caractéristique la plus originale de l'organisation du royaume de Bouna était que la province n'était pas un fief héréditaire. Les chefs de province ne tenaient pas cette fonction parce qu'un de leurs ancêtres en ligne directe avaient eu la même dans le passé. Un homme dont le père avait été chef avait d'assez nombreuses chances d'obtenir un poste de chef, mais, en aucune façon, il ne pouvait prétendre obtenir le même poste que son père. D'autre part, un homme n'était pas forcément nommé chef de province à vie : comme il y avait une hiérarchie entre les chefferies, le chef d'une province peu importante pouvait être nommé chef d'une province plus importante, il pouvait même être nommé à la magistrature suprême c'est-à-dire chef-roi de Bouna : *Buna-Masa*. On peut comparer cette organisation soit à un cadre de fonctionnaires soit à un « cursus honorum » (1). Toutefois si la promotion dans le « corps » de ces chefs pouvaient dépendre en partie de leurs mérites, leur appartenance à ce corps était liée à leur naissance. Seuls, en effet, les membres de la famille royale — *Isiébo* — pouvaient prétendre à s'asseoir sur les chaises symbolisant la chefferie. En fait, la famille royale se composait de trois branches bien distinctes qui, comme on le verra, correspondent à trois des principaux quartiers de Bouna. Ces trois branches groupent les descendants suivant la ligne paternelle de trois descendants de *Boukani*, le fondateur de la dynastie, *Gago*, *Piawari* et *Koungan*, l'ensemble de tous ces descendants mâles formant l'essentiel de cette aristocratie où sont choisis alternativement et au fur et à mesure des vacances créées par les décès, le roi et les chefs des principales provinces. (2)

Du point de vue qui nous occupe ici, c'est-à-dire de la structure urbaine de Bouna précoloniale, cette organisation a surtout une conséquence importante : c'est la présence à Bouna même de toute cette aristocratie et non sa dispersion dans les différents centres provinciaux. Comme le roi lui-même était choisi tour à tour dans chacune des trois branches héritières, on trouvait à Bouna non seulement la véritable « cour » du roi mais aussi deux autres cours potentielles ayant été celles de chacun des deux rois ayant précédemment régné et étant aussi celles des deux prochains rois appelés à régner.

(1) Suivant l'expression d'Y. PERSON dans une communication personnelle.

(2) Cette structure « polydynastique » du pouvoir est à rapprocher de celle du royaume proche du Gondja : cf. J. GOODY, 1966-1967.

Bien que les chefs soient choisis dans une catégorie sociale relativement restreinte, celle des *Isiébo*, le fait essentiel en ce qui les concerne était qu'ils n'étaient pas des barons héréditaires. Par cette organisation, le royaume de Bouna semble avoir été relativement préservé de ces tendances centrifuges qui ont miné la plupart des régimes pseudo-féodaux que l'on rencontre en Afrique (1). Ces chefs étaient choisis par le roi, les anciens — *Igbalogo* — et notables du royaume. Ainsi celui-ci était-il un état assez nettement centralisé, unifié par la commune allégeance au Roi. Un certain nombre de fêtes, annuelles comme la fête musulmane de *Dongui* (2), la fête de la Nouvelle Igname — *dilongho* — et la fête du Mil, ou épisodiques comme les funérailles du Roi ou des Grands du royaume étaient l'occasion de manifester cette unité et aussi pour le pouvoir central de collecter des tributs soit en nature soit en monnaie (or ou cauris) dont les montants par village étaient précisément codifiés.

L'histoire de Bouna et de son peuplement s'inscrit dans la division en quartiers de la ville. Cour du Roi signifie aussi, palais, étiquette, fonctionnement d'une Maison Royale. Même si à première vue rien ne distingue les cases de la cour royale, pour la plupart simples huttes rondes couvertes de paille, avec celles des gens du commun, l'ordonnement de ces cases en diffère : c'est un vaste ensemble comprenant les cases de ses multiples épouses (10, 20 30 étaient des chiffres normaux) celles de ses serviteurs et officiers de sa maison. D'autre part, chacun des quartiers royaux à une structure qui reflète son histoire : à chaque roi défunt correspond, en effet, une case qui porte son nom et où habite un des membres du clan royal qui en est comme son représentant vivant et lui offre les sacrifices. A proximité du quartier se trouve un espace ouvert convenant aux visites et aux réceptions de ses sujets venant lui rendre hommage. L'existence d'une maison royale et le fonctionnement de l'Etat impliquaient aussi une certaine spécialisation des fonctions rituelles, administratives et gouvernementales dont on retrouve encore certains éléments dans la structure urbaine et sociale du Bouna d'aujourd'hui. Une économie déjà plus différenciée qu'une économie simplement villageoise entraînait aussi une certaine différenciation professionnelle. Ainsi on peut citer les *Tomonissié*, chefs des armées, qui, dans chaque quartier royal ainsi d'ailleurs que dans celui des *Gorombo*, possédaient une cour spéciale ; les *Sakotesse*, chef de terre qui parallèlement à celles du principal chef de terre, *Goroissé*, chef du quartier des *Gorombo*, possédaient des fonctions rituelles déterminées. Enfin d'autres cours abritaient le *Yabelegué*, chef du marché de Bouna, le *Tamda* chargé de la justice, les *Fanlésogho* chargé de porter la chaise royale, emblème principal du pouvoir, les *Loumsogho*, les griots, chanteurs, musiciens, les *Poushogo*, fossoyeurs de la famille royale. Sans compter les quartiers d'étrangers qui tenaient dans le déroulement de l'existence du royaume une place importante.

A l'époque précoloniale comme encore aujourd'hui, pour l'ensemble de la ville, on distingue une vingtaine de quartiers différents correspondant chacun à un statut social, un rôle socio-professionnel, une origine, parfois une langue et une religion bien déterminés. Une première distinction s'impose : c'est celle entre populations dites Koulango et populations d'origine nettement étrangère ; les premières ayant comme langue principale le Koulango, les deuxièmes parlant des langues différentes suivant leur origine, bien qu'elles parlent presque toujours Koulango comme deuxième langue ; les premières étaient originellement animistes, les deuxièmes étant soit musulmanes pour la majorité, soit animistes (3). Cependant cette distinction n'est à retenir qu'en première approximation : en effet, il y a tout le long de l'histoire de Bouna des processus permanents et continus d'assimilation d'individus et de groupes par les clans existant, de départs et d'arrivées de groupes familiaux entiers se juxtaposant ou s'assimilant plus ou moins à des groupes

(1) On pense en particulier ici au proche Empire Mossi du Mogho Naba : cf : E.D. SKINNER. The Mossi of the Upper Volta. Stanford University Press. 1964.

(2) Appelée ailleurs dans l'Ouest Africain Tabaski, équivalent de l'Ain Kébir du Maghreb.

(3) Cette distinction tend d'ailleurs à s'estomper depuis l'époque coloniale, l'Islam progressant dans presque toutes les catégories de population.

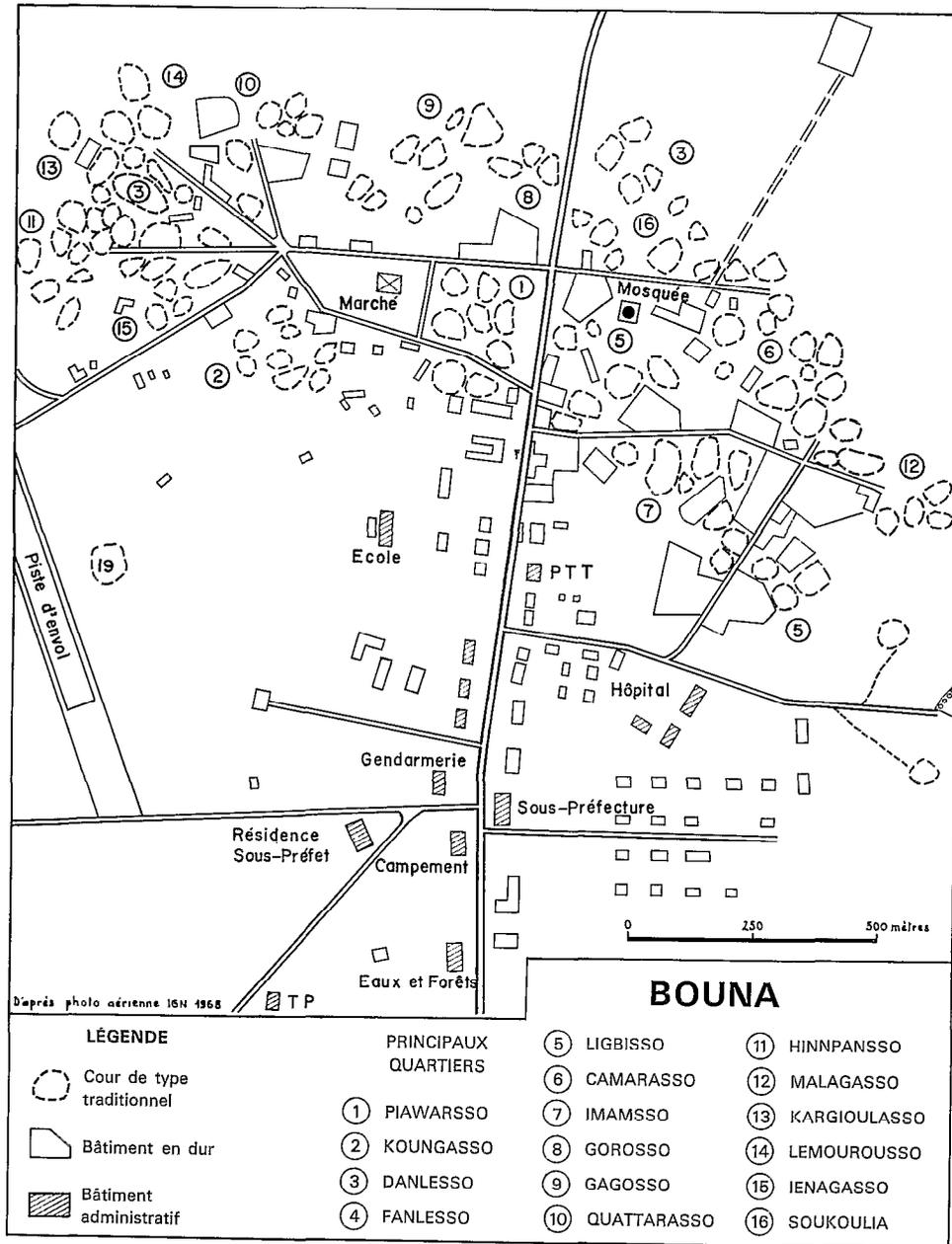


FIG. 1. — Plan de Bouna.

déjà installés. Chaque quartier a ainsi son histoire particulière qui rend exactement compte de sa composition et des rapports qui lient ses éléments entre eux.

Parmi les groupes proprement Koulango, viennent en premier lieu les trois quartiers des trois branches de la famille royale — isiébo — gens du roi : ce sont *Gagosso*, *Piawarso* et *Koungasso* suivant l'ordre de progéniture des 3 descendants de *Bounkani* (1), le fondateur de la dynastie, qui donnent leur nom à chacun de ces quartiers. Ces quartiers entourent l'actuelle place du marché qui, auparavant de superficie plus faible, servait de lieu de danse et de rassemblements.

Un quatrième quartier dit « Koulango » est appelé *Gorosso*, quartier des Goron qui sont probablement autochtones ou, tout au moins, les premiers à s'installer sur l'emplacement de la ville. Leur chef est *Goro Issé*, le chef de terre correspondant à la Chefferie Royale. C'est lui dont *Bounkani* avait épousé la fille ; il a un rôle essentiel à la mort et à la nomination des nouveaux rois de même que dans les principales fêtes du royaume. Viennent ensuite un certain nombre de quartiers dont les habitants spécialisés avaient un statut subalterne de dépendance par rapport à la famille royale : *Danléso* est le quartier des forgerons ; *Lemourouso* est le quartier des *Youlesogho*, les fossoyeurs de la famille royale (*Bola poussogho*) ; *Fanleso* est le quartier des bijoutiers, *fanlésogho* ; *Hinnpanso* est le quartier des bourreaux-sacrificateurs ; *Ienagasso* et *Kombilasso* sont les quartiers habités par d'anciens captifs de la famille royale.

Les quartiers dont l'origine est plus nettement étrangère sont au nombre de dix. *Imansso* est le quartier de la famille *Cissé* à laquelle appartient l'Almany de la principale mosquée de Bouna, chef de la communauté musulmane de la ville ; *Kargioulasso* est un quartier composite où la famille des *Diabakhaté* a une certaine prépondérance mais où l'on rencontre aussi des *Traoré* et des *Camaraté* ; *Ouattarasso* habité par des *Ouattara* venant de Biewo (Ghana) : *Camarasso* peuplé de *Camara* originaires de Larbanga (Ghana). Ils ont été les premiers almanys de Bouna. Les *Cissé* venus après étaient « leurs étrangers » : pour les retenir, les *Camara* leur ont confié l'almamyat. *Ligbisso*, ses habitants parlent le *ligbi* dont ils existent aussi un groupement à *Bondoukou* ; ils semblent venir de Foughoula (Ghana) ; leur nom de clan est *Bamba*. La plupart des bouchers se recrutent dans ce quartier. *Malagasso*, quartier des teinturiers probablement d'origine Haoussa. *Zerisso* ou *Bobosso* quartier dont les habitants étaient autrefois volontiers bijoutiers : nom de clan : *Traoré*. Les autres quartiers principaux sont : *Soukouliasso*, *Hingbesso*, *Coulibalysso* : la plupart des habitants de ces quartiers étrangers s'adonnent traditionnellement au commerce.

Bouna, en effet, faisait partie du vaste réseau de cités marchandes qui couvrait toute la surface de l'Ouest africain comprise entre la zone Sahélienne au Nord et la bande forestière longeant le golfe de Guinée au Sud. Cette région a connu l'avènement, l'épanouissement puis le déclin des grands empires de l'Ouest africain médiéval : Ghana, Mali, Songhay. Les historiens ont montré les rapports constants entre l'évolution de ces empires et les transformations du commerce transsaharien ; l'installation des comptoirs de traite sur le Golfe du Bénin a réactivé, à partir du 16^e siècle, certaines des voies commerciales existant auparavant et en a créé d'autres (2). Examinons par exemple la carte de Binger (3) : au Nord de la zone considérée, Mopti, Djenné, Tombouctou, Gao sont les ports du désert, points d'aboutissement et de départ des caravanes transsahariennes. A partir de ces quatre villes, partent un certain nombre de voies nord-sud convergeant pour la plupart en deux principaux points situés sur le golfe du Bénin — Elmina, Cape

(1) L'origine de la dynastie des rois de Bouna a été l'objet de controverses parmi les spécialistes ; en fait elle semble avoir été obscurcie d'une part par le nom de clan de Ouattara qu'elle porte et dans lesquels certains ont voulu voir la preuve d'une origine Mandé, d'autre part par l'interprétation erronée qu'a fait L. TAUXIER (1921) du récit historico-mythique de la prise du pouvoir par Bounkani. L'origine de la dynastie remonterait au début du 17^e siècle ou à la fin du 16^e siècle et ferait ainsi de Bouna la plus ancienne ville de Côte d'Ivoire.

(2) MAUNY (1961).

(3) BINGER (1892).

Coast à l'ouest, les ports du Bénin proprement dit à l'est — A l'ouest de ce dispositif, on trouve trois routes aboutissant à Kumassi, gros centre commercial, relais des ports d'Elmina et de Cape Coast. Ces routes sont : le plus à l'ouest Mopti-Djenné-Bobo-Dioulasso-Kong-Bondoukou-Kumassi — ou sa variante sur laquelle est justement situé Bouna : Djenné-Bobo-Bouna-Bondoukou. Au centre, Tombouctou-Ouagadougou-Kumassi. A l'est : Sansanné Mango est la ville relais entre le Nord Sahélien Gao-Tombouctou et les villes du sud, Abomey et Kumassi. Rappelons pour la région ouest qui nous concerne l'existence des voies moins sûres et moins fréquentées mais qui prendront de l'importance dans la deuxième moitié du 19^e siècle : Bondoukou, Zaranou, Assinie et Kong-Dabakala Bouaké Tiassalé, Lahou et le littoral Alladian.

Bouna se trouvait à un véritable carrefour de routes caravanières, route Nord-Sud qui voyait passer le principal du trafic, bretelles avec les autres cités marchandes de la savane, vers l'est Wa, Tamalé, Daboya et vers l'ouest Kong, Dabakala, Bouaké. Bouna se trouvait ainsi à peu près à égale distance — 12 jours de marche — de Bobo-Dioulasso au nord vers le Sahel, de Kong la plus grande des cités Dioula à l'ouest, de Bondoukou au Sud vers les ports de traite. Le lieutenant Chaudron arrivant pour commander le Poste en 1898 décrit le trafic caravanier :

« A Bouna, se rencontrent les caravanes venant du Nord et celles venant du Sud. Les Peuls du Macina descendent à Bondoukou, conduisant des bœufs et des chevaux, apportant des pagnes du Niger, des bandes de coton, des colliers et parfois du sel de Taodeni ; la plus grande part de ce produit passant néanmoins en territoire anglais. Les marchandises sont échangées de préférence contre des Kolas rouges du Wonky et des Kolas blanches de Mango ou de l'Anno qui atteignent une grande valeur dans le Macina et dans toute la boucle du Niger. Les caravanes de Kong après avoir passé par le Mossi où elles ont échangé les barres de sel de Tombouctou et autres objets contre des bœufs, poussent jusqu'à Bondoukou où en échange de leur bétail et des pagnes rouges de Kong, on leur donne des kolas qu'elles transportent ensuite jusqu'à Bandiagara. Les Achantis, d'autre part, apportent des colliers de perles, des étoffes de provenance anglaise ou allemande, du sel de Taodeni et même du sel marin d'Accra, des kolas de Wonky rouges particulièrement appréciées. Enfin, du Sud de la Colonie, soit d'Assinie soit de Tiassalé, arrivent des objets manufacturés, des étoffes, des perles, des fusils, de la poudre. Ces caravanes passent à Bouna pour se diriger vers Ouagadougou ».

On a vu que la présence côte à côte dans la ville de Bouna d'une cité marchande et de la capitale d'un petit royaume était caractéristique d'une certaine situation économique et politique des sociétés africaines à l'époque précoloniale. L'état ouest-africain de cette période qui n'a peut-être que peu évolué depuis le Moyen Age ⁽¹⁾ n'est certes pas déterminable par ses frontières. Il semble au contraire qu'il faille le définir par un certain nombre de rapports entre diverses catégories de population, rapports à base surtout économique mais où la politique et le social jouent des rôles importants. Ces rapports sont géographiquement polarisés par une ville qui sert à cet état de centre économique et politique. Cité marchande, elle est soit le relais, soit le point d'arrivée et de départ des grandes pistes caravanières qui sillonnent l'ouest africain ; capitale politique, c'est le lieu d'où s'exerce un contrôle plus ou moins poussé sur un certain nombre de clans et de tribus qui gardent souvent une assez large autonomie ⁽²⁾.

Dans le réseau — plus ou moins lâche — d'états qui recouvrent cette zone de l'ouest-africain, on peut citer parmi ceux qui sont limitrophes de Bouna, ceux de Kong, de Nassian et de Bobo-Dioulasso à l'ouest et au nord-ouest, ceux de Dagomba et de Gondja à l'est, ceux de Bondoukou (le Djaman Abron)

⁽¹⁾ Cf. MAUNY (1961).

⁽²⁾ Il convient de remarquer qu'il n'y a pas nécessairement coïncidence entre cité-marchande et capitale politique. C'est notamment le cas de Bondoukou, cité marchande du royaume Abron, le centre politique du royaume — lieu de résidence de son « roi » — n'était pas fixe mais dépendait du village d'origine de ce chef.

et de Kumassi (le royaume Ashanti) au sud. Ces états entretiennent entre eux des rapports irréguliers : l'un d'eux cherche parfois à dominer l'autre ou à s'emparer de ses richesses mais dans l'ensemble, au 19^e siècle, il existe entre eux, comme une sorte d'équilibre qui se concrétise en un partage de zones d'influence.

Quelles sont les bases de cette association de fait existant entre la cité marchande et le royaume au sein duquel elle est installée ? Contrairement à ce qui pourrait sembler le plus naturel, ce n'est pas par le moyen de taxes et d'impôts sur les opérations commerciales ou sur le transit des caravanes que le pouvoir politique utilise pour son profit l'existence de la cité marchande : s'il est payé une légère taxe collectée sur les produits vendus au marché, taxe perçue par un officier de la Cour — « *Yabélégé* », elle ne représente qu'une très faible proportion des revenus du royaume. C'est indirectement que le pouvoir politique bénéficie de l'intense activité commerciale. D'une part, le souverain et les membres de l'aristocratie politique peuvent s'associer à des marchands pour certaines opérations ; d'autre part, l'Etat prend sa part de richesse ambiante par l'intermédiaire de ses moyens propres — notamment la justice : à l'occasion des arbitrages et des jugements, le souverain prélève des sommes qui peuvent être très importantes. Enfin, l'exercice même du pouvoir politique en milieu africain engendre un très grand nombre de dons et de cadeaux en numéraires, en biens et en services qui, en période de prospérité, peuvent atteindre des montants considérables. Les fêtes, festivals de moisson notamment, (fête de la nouvelle igname et fête du nouveau mil) naissances, mariages mais surtout funérailles et intronisations, étaient l'occasion de nombreux échanges entre les différentes catégories de population : les villages de la brousse Koulango envoyaient des produits vivriers qui étaient redistribués par le clan royal au sein de la population urbaine, tandis que celle-ci apportait au clan royal des marchandises de son négoce, armes, étoffes et autres produits de l'artisanat.

Si l'état ouest-africain a besoin des marchands « Dioula » pour amener et entretenir un certain climat de richesse, les marchands ont besoin de l'état qui assure la sécurité des transactions et des déplacements sur les territoires qu'il contrôle. Sur les « marches » proprement dites du royaume, *Buna Masa* gouverne par l'intermédiaire des princes — *isiébo* — des lignages royaux qui y résident en permanence. Au delà de ces provinces, le *Buna Masa* contrôle de façon plus ou moins indirecte un certain nombre de groupements tel que Nembai à l'Ouest-Nord-Ouest, Lobi au Nord, Bodé au Sud. L'armée du roi a, dans ce domaine un rôle prédominant et des expéditions punitives sont organisées contre les pillards.

L'activité commerciale porte en partie sur l'achat et la vente de productions locales, vivriers et produits de l'artisanat ; mais, on l'a déjà souligné, elle n'est véritablement intense que sur les échanges de bétail, de captifs, de marchandises et d'or venus d'autres contrées dont certaines peuvent être fort lointaines. Les profits qui se concentrent entre les mains des marchands résultent moins d'une appropriation de quelconques moyens de production par cette minorité que de leurs positions d'intermédiaires obligatoires dans le réseau commercial international de l'époque. D'ailleurs, le sol reste soumis aux droits d'usage collectif des tribus ; il n'y a même pas de trace d'appropriation individuelle de la terre et les profits mercantiles n'ont comme domaine pour tenter de s'approprier des moyens de production que celui de l'esclavage.

Pour comprendre les institutions et les mécanismes économiques du Bouna précolonial, il est indispensable d'en invoquer même rapidement la stratification sociale et de chercher à discerner notamment quel était le rôle des captifs. Ceux-ci en effet étaient assez nombreux et leur place dans la production relativement importante, encore qu'assez différente au sein des groupements Koulango et au sein des groupements « Dioula ». Au niveau de l'économie villageoise Koulango, secteur principal de la production vivrière, le travail libre domine très nettement. Le travail servile se présente sous deux formes : les captifs de la première génération acquis soit par achat, soit pas mise en gage soit au cours d'opérations militaires sont surtout employés comme serviteurs. Ceux de la deuxième génération (et au-dessus) sont presque assimilés au sein de la communauté familiale de leur maître : s'ils donnent une partie de leur travail sur le champ de ce dernier, ils ont leurs propres champs et leur condition est très proche de celle des cadets de la famille. Au niveau de l'économie urbaine, principalement dioula, la distinction entre travail servile

et travail libre est plus nette : le rôle du premier dans la production est relativement important et le différenciation socio-économique permet dans certains cas de parler d'un début d'exploitation d'une catégorie sociale par l'autre. Souvent employés aux travaux de terre, ils libéraient ainsi leurs maîtres de toute activité orientée vers la production de subsistance au profit d'activités commerciales et éventuellement religieuses (marabouts) ; d'autre part, ils servaient aussi de main-d'œuvre bon marché, docile et complémentaire dans les activités de négoce à titre de porteurs, caravaniers, colporteurs ou même acheteurs de produits. Affranchis, ils s'installent souvent dans d'autres cités marchandes où ils servaient d'agents-représentants à leurs anciens maîtres, formule qui modifiait mais maintenait le lien de clientèle.

En tant que cité marchande — on l'a déjà souligné — Bouna n'était qu'un élément de cet ensemble politico-commercial qui couvrait l'ouest-africain précolonial ; mais de cette place dans cet ensemble, la structure interne de Bouna était étroitement dépendante. Chacune de ces cités était, en effet politiquement indépendante ou plutôt, comme Bouna, juxtaposée à un royaume déterminé, mais les unités familiales qui composaient une de ces villes étaient très fréquemment soit de même origine, soit alliées avec les unités familiales qui peuplaient la (ou les) villes les plus proches ou même une (ou plusieurs) villes plus lointaine. Dans ce type d'organisation marchande de l'espace, ce sont les réseaux de parentés et d'alliances entre unités familiales géographiquement distantes qui forment comme la trame des échanges commerciaux ⁽¹⁾.

La « cour » d'une famille déterminée dans une des cités marchandes est le lieu de rencontre pour tous les commerçants parents originaires d'autres villes, le lieu où on dort, on se nourrit, on y stocke les marchandises, on y abrite et on y nourrit les captifs, les porteurs et les caravaniers, on y négocie des échanges et on y règle les palabres ⁽²⁾ ; éventuellement aussi on y prend femme, ce qui contribue à resserrer les liens entre les cours parentes. Il règne une certaine fluidité dans la composition de ces groupes. D'une part, fils, frères et neveux classificatoires vont d'une ville à l'autre accompagnant marchandises et parents. D'autre part, comme le vocabulaire de la parenté est systématiquement employé, la « parenté » recouvre une grande diversité de types de rapport. Des affranchis et des personnes mises en gage sont peu à peu assimilés au clan ou au lignage proprement dit ; certains individus pour des raisons variées (captifs en fuite, conversion religieuse, soins médicaux, quasi-extinction d'un groupement familial) peuvent volontairement venir s'agglomérer à un groupe dont il n'est pas originaire : au bout de quelques années peut être, il portera le même nom -*diamu*- à la génération suivante sûrement, que le groupe d'accueil. Ces éléments peuvent se scinder du groupe familial, allant justement s'installer dans une autre ville du réseau marchand et servir ainsi de nouvelle base d'opérations commerciales par le groupe d'origine. Cet essaimage pouvait accroître considérablement l'efficacité de certaines familles quoiqu'une trop grande extension entraîne avec elle des ferments de disputes et finalement de scission.

En résumé, Bouna précoloniale se présente comme une société dualiste marquée par l'opposition et la complémentarité des deux composantes Koulango et Dioula ⁽³⁾.

⁽¹⁾ Il est intéressant de noter que ce même type d'organisation se retrouve encore aujourd'hui, évidemment adapté aux conditions économiques nouvelles, par exemple dans le cas des originaires d'Odienné dont le réseau de commerçants-transporteurs couvre une grande partie de la Côte d'Ivoire : cf. les articles d'A.M. COTTEN sur Odienné (Cah. ORSTOM sér. Sci. hum., VI, 2-1969) et de M. VERNIERE sur Anyama. (Cah. ORSTOM, sér. Sci. hum., VI, 1-1969).

⁽²⁾ L'hôte chef de cour est le diatigui. Cf. POLLY HILL (1966).

⁽³⁾ Opposition et complémentarité se retrouvent jusqu'au niveau idéologique, dans le domaine de la religion notamment : les Koulango sont « animistes » : de nombreux rituels montrent que la royauté est d'essence sacrée et les rapports avec la Terre — *sako* — sont médiatisés par les chefs de terre qui sacrifient à la Terre en de fréquentes circonstances. Les Dioula, par contre, sont à prédominance musulmane, un imam issu du quartier « *Imamso* » préside leur communauté. Les deux religions coexistent, semble-t-il, sans conflit : le roi consulte les marabouts comme les musulmans consultent les devins.

L'étude de la ville nous permet de préciser les caractéristiques du système de production de cette zone de l'ouest-africain précolonial :

1 — La grande majorité de la population constitue un ensemble de communautés villageoises ou tribales Koulango dépendant plus ou moins directement d'une aristocratie tribale, *Isiébo*.

2 — Cette aristocratie tribale est peu différenciée : encore très insérée dans les liens tribaux, elle ne constitue qu'une minorité faiblement privilégiée. Toutefois, sans détenir des droits d'appropriation sur les moyens de production qui restent très archaïques, organisés dans le cadre des communautés villageoises, ils réussissent à se procurer certains profits. Comme pour lever une armée, les membres de cette aristocratie tribale utilisent leur influence par le moyen de liens complexes, parenté, clientèle, vassalité, pouvoirs tenant à la sacralisation de leurs charges.

3 — Les marchands Dioula forment de leur côté, une minorité privilégiée qu'ils détiennent de leur rôle d'intermédiaire sur le marché international. Il n'existe pas d'antagonisme fondamental entre marchands et aristocratie tribale. L'augmentation des profits des premiers facilite les intérêts des seconds, l'influence tribale et militaire des seconds par la sécurité des routes et des transactions rendant possible les activités mercantiles des premiers.

4 — Le système de production de l'état tribal et commerçant est extrêmement vulnérable. Le faible niveau des forces productives dans cette zone de l'ouest-africain ne permettant pas aux groupes producteurs de dégager des surplus importants, les appareils étatiques de ces états restent fragiles parce que fonctions des bénéficiaires des marchands. Mais le commerce était lui-même très dépendant de l'environnement politique. Aussi n'est-il pas surprenant que les guerres qui ravagèrent au 19^e siècle l'Afrique de l'ouest et la pénétration coloniale qui bouleversa tous les courants commerciaux aient entraîné le déclin rapide et irréversible de ces Etats.

II — BOUNA A L'ÉPOQUE COLONIALE

Le déclin du royaume et du commerce précolonial, l'immigration Lobi.

La destruction totale de Bouna à la fin de l'année 1896 par les Sofas de Samory, est un événement décisif qui marque tragiquement pour la ville et sa région le passage de l'époque précoloniale à l'époque coloniale. Les destructions en effet ne sont pas seulement matérielles, elles sont lourdes aussi pour la population dont une forte proportion est mise en captivité et emmenée par les troupes de Saranké Mory. Beaucoup mourront dans le transfert et en captivité, d'autres s'installeront à l'ouest, en pays Malinké ; quelques-uns mais assez peu nombreux — certains sont encore vivants — reviendront à leur pays natal.

Voici la description que donne du pays le premier commandant français du Poste de Bouna en novembre 1898 : « Samory, qui a épargné Bondoukou, s'est acharné sur Bouna qui lui avait résisté et qui, une fois, avait repoussé une de ses bandes. Le pays ruiné ; les habitants sont rares et dispersés ; ils sont obligés d'acheter ce qu'ils mangent, faute de provisions et de cultures suffisantes. Ces dépenses les endettent considérablement : ceux qui possédaient encore quelques captifs les ont vendus ou les vendent pour se procurer des ressources, la misère est considérable ».

Dans l'ensemble, cette destruction de Bouna a des répercussions très profondes et diverses sur l'avenir de la ville et de la région. Démographiquement, d'une population évaluée à 10 000 habitants par BINGER en 1885 — ce qui faisait d'elle la deuxième ville, après Kong, de ce qui est aujourd'hui la Côte d'Ivoire — Bouna passe à environ 1 000 habitants en 1904 soit 7 ans après sa destruction. Economique-

ment surtout la disparition rapide des routes caravanières du 19^e siècle et la création de nouveaux réseaux commerciaux où les Africains n'occupent plus que des rôles subalternes transforment radicalement le milieu économique et les rapports existant entre villes et campagnes, Koulango et Dioula, maîtres et captifs.

Politiquement et socialement, Bouna capitale du petit mais vivant royaume Koulango ne se retrouve plus que la capitale dépeuplée d'un royaume dont les guerres de Samory puis l'occupation française ont détruit les mécanismes internes. Un certain faste renaît pourtant à la cour du *Buna Masa* comme M. DELAFOSSE nous le rapporte dans la visite qu'il lui fait en 1902 :

« De nombreux tambours, dont un énorme est porté sur la tête de deux hommes, annoncent sa venue. Des cavaliers en turban, au Haïk flottant, un sabre en bandoulière, précèdent le cortège en caracolant ; derrière eux s'avancent les musiciens, puis la foule des courtisans, conseillers, etc. Enfin Dari Ouattara lui-même, monté sur un cheval blanc, vêtu d'une longue lévite de couleur sombre, chaussé de hautes bottes molles, le chef orné d'un bonnet que des chiffons placés à l'intérieur rendent rigide lui donnant l'aspect d'une tiare. Arrivé sur la place qui s'étend devant le poste, le roi descend de cheval et s'assied sur une haute chaise de l'Abron à clous de cuivre qui le suit partout ; de jeunes garçons agitent autour de lui des éventails et des queues de cheval, et l'un des serviteurs l'abrite sous un parasol. (1) ».

La royauté se rétablit peu à peu sous la protection de l'administration coloniale, mais ce ne sont plus des forces politiques qui trouvent leurs raisons d'être et leurs moyens d'action dans les rapports existant entre les diverses couches de la population comme à l'époque précoloniale.

De même, dans le nouveau contexte politico-économique certains réseaux commerciaux se reconstituent. Jusque vers 1910, on constate même une recrudescence du commerce des captifs : « le commerce des captifs entre le Soudan, la Côte d'Ivoire et le Gold Coast se pratique couramment. Tous les jours par bande, il passe des captifs provenant de notre cercle et des cercles voisins. Ces captifs sont emmenés en pays Haoussa ou sont dirigés sur le Gold Coast (2) ». Mais ce sont surtout les courants Nord-Sud, empruntant les routes caravanières reliant les ports du Golfe du Benin aux villes du Soudan Sahélien qui se rétablissent tandis que certaines autres routes, telles que, par exemple, Bouna-Kong, en raison de la destruction de cette ville, semblent définitivement délaissées. Un rapport de décembre 1910 sur la situation politique du poste de Bouna témoigne de ces activités commerciales renaissantes : « tous les gens profitent de la saison sèche pour se livrer au commerce afin d'augmenter leur bien être et se procurer les moyens nécessaires pour acquitter leurs redevances pour 1911. De nombreuses caravanes ont circulé et la presque totalité des transports à cette époque de l'année sont faits par des animaux de bât, ânes et bœufs porteurs. C'est l'époque où les transactions commerciales sont les plus actives : de nombreux troupeaux de bœufs et de moutons ont été descendus sur Bondoukou ; les principaux produits transportés sont le karité, les poissons secs et les tissus indigènes. Le tout est échangé sur les marchés du sud surtout contre des espèces, un peu d'articles de pacotille et de bimbelerie, perles, quincaillerie et quelques tissus manufacturés ».

L'histoire administrative de Bouna pendant la période coloniale ne fait que refléter les incertitudes et les difficultés de la politique coloniale française sur les confins ivoiro-voltaïque. Créé au début de 1899, le cercle de Bouna est rattaché à la Côte d'Ivoire (en même temps que les cercles de Kong et d'Odienné) par un décret du 17 octobre 1899. Pourtant, au bout de quelques mois, il devient une subdivision du cercle de Bondoukou. Un décret du 12 février 1903 l'ampute d'une grande partie du pays Lobi qui est rattaché au deuxième territoire militaire de Bobo-Dioulasso. La nouvelle frontière est délimitée par le Lieutenant

(1) DELAFOSSE (1908).

(2) Archives du poste de Bouna 1899.

Chaudron et le Capitaine Pelletier. En 1904, les chefs de poste qui sont jusqu'alors des militaires sont remplacés par des administrateurs civils. De juillet 1914 à janvier 1918, la subdivision redevient militaire. Un arrêté du 26 août 1919 détache la subdivision de Bouna du cercle de Bondoukou pour en refaire une circonscription indépendante, de façon à pouvoir confier le commandement administratif de ce territoire à l'officier chargé de diriger les opérations de police envisagées à cette époque dans les parties du pays Lobi qui sont encore insoumises.

L'arrêté du 28 octobre 1932 rattache de nouveau la subdivision de Bouna, mais cette fois-ci, au Cercle de Battié dans le but de « grouper deux régions identiques ». En 1944, les cinq cantons de Danoa, Angaye, Lankio, Tehini et N'Zan sont rattachés à la Haute Volta tandis que la subdivision de Bouna, ainsi amputée mais grossie du Canton de Nassian, repasse au Cercle de Bondoukou. En 1945 les militaires sont à nouveau remplacés par des administrateurs civils et en 1948, Bouna récupère les cinq cantons perdus en 1944. Le territoire ne devait plus être modifié qu'au lendemain de l'Indépendance qui, comme on le verra, consacrera son partage en plusieurs sous-préfectures.

Centre d'une région d'une vaste superficie et d'une population qui est passée entre 1904 et 1965 de 1 000 à 3 500 habitants, Bouna s'est trouvée dotée de l'infrastructure administrative commune à toutes ces petites villes coloniales. Services d'administration générale, garde cercle, gendarmerie et services techniques (Agriculture, Elevage, Eaux et Forêts, Justice, P et T, Travaux Publics, Douane, Santé, Enseignement) se sont peu à peu constitués et étoffés. Composés pour une très forte proportion par les éléments étrangers à la région de Bouna, ils sont en grande partie responsables de la croissance démographique lente mais continue de la ville. On peut calculer que ces effectifs administratifs sont responsables pour près de la moitié de la population de la ville et pour plus de 70 % de son activité économique.

Il faut souligner deux faits qui ont longtemps contribué à freiner le développement de la ville de Bouna. Le premier est le facteur démographique. Les populations Koulango semblent se différencier de la plupart des autres groupes ethniques de Côte d'Ivoire par leur faible capacité d'accroissement démographique. Aujourd'hui où toute la Côte-d'Ivoire est entraînée dans une expansion démographique très rapide — taux de 2,5 % par an représentant un doublement en 25 à 30 ans — les groupes Koulango sont caractérisés soit par une stagnation démographique soit par de très faibles accroissements. Cette caractéristique que l'on constate aujourd'hui semble avoir été encore plus nette dans les premières décennies du siècle avant le développement de la médecine de groupe, la création de dispensaires, d'hôpitaux et de maternités. Une lettre adressée par l'Administrateur de Bondoukou au Chef de Poste de Bouna en avril 1919 pose la question de la « diminution de la race Koulango ». En plus de facteurs socio-culturels pouvant expliquer le déclin démographique, des causes accidentelles ont aussi contribué à certaines périodes à accentuer encore le phénomène. Le Chef de Poste de Bouna dans sa réponse signale que « les indigènes de la subdivision ont été sérieusement décimés par l'épidémie de variole de 1916 et par celle de grippe de décembre - janvier derniers (1919) ». (1) C'est ainsi que les recensements de tous les cantons Koulango et Dioula de Bouna en 1918-1919 (c'est-à-dire ne comprenant pas la population Lobi) accusent une diminution de population de 10 % par rapport aux recensements effectués entre 1908 et 1914.

Le second facteur qui a freiné le développement de Bouna dans le premier quart de 20^e siècle est certainement l'insécurité qui n'a vraiment cessé de régner sur la presque totalité du territoire de la Subdivision que vers 1930. Les journaux de Poste de toute cette période sont émaillés d'« incidents » créés par les Lobi, Lobi se fléchant entre *Soukala* voisines, embuscades et caravaniers attaqués, blessés ou parfois tués, marchandises et bétail saisis. Une recrudescence d'attaques et de pillages eut lieu en 1919 et 1920 et l'Administration coloniale française décida le désarmement complet de tous les Lobi de la région. Une

(1) Archives IFAN.

véritable campagne militaire fut menée : dans un rapport du 31 décembre 1920, le Chef du Poste de Bouna note :

« En raison de la situation créée par les opérations de désarmement de la région Lobi, les marchés sont peu fréquentés et la circulation des Dioula presque nulle d'où marasme complet. Le commerce ne pourra se faire que lorsque la sécurité sera complètement assurée dans le pays Lobi ».

*
* *

Le grand fait économique de l'histoire de la région de Bouna depuis le début du siècle est l'immigration lente mais massive et continue des Lobi en provenance de Haute Volta (1). Très tôt, l'administration coloniale s'est rendu compte de l'intérêt que pourrait présenter l'immigration de paysans Lobi en grand nombre tant pour l'économie de la région que pour celle de la ville. D'après le « *Rapport sur la Situation politique du Poste de Bouna en décembre 1910* (2) » de nombreuses *soukhalas* du cercle de Gaoua sont venus se présenter et vont venir s'installer sur le district de Bouna dès que la paille va être brûlée, en décembre-janvier. Ce mouvement très fort de Lobi venant habiter le district de Bouna a déjà été signalé. Il est certain que du point de vue politique, cela est gênant : ces gens ne sont astreints à aucune des obligations auxquelles sont soumises les Koulango et les Dioula. Mais cet inconvénient est contrebalancé largement par l'avantage qu'ils apportent au point de vue économique. Le district de Bouna est un pays pauvre, possédant de grandes étendues de terrain inoccupées et le seul moyen de modifier en l'augmentant la fortune du pays, c'est d'en favoriser le peuplement. Je crois à cet effet que l'entrée des Lobi sur le district ne peut être que favorable au développement du pays et y apporter une richesse assurée. Les Lobi sont les meilleurs cultivateurs de la région, ils peuvent être comparés au Senoufos des environs de Korhogo et comme éleveurs ils sont certainement supérieurs à toutes les autres populations de la colonie ». La grande chance de Bouna aurait été que les Lobi en fassent leur capitale. Ces derniers, par leur dynamisme économique auraient ainsi pris le relais des Koulango pour assurer à Bouna un arrière-pays à population dense et relativement riche, d'une part capable de ravitailler une ville en expansion, d'autre part de fournir les denrées susceptibles d'être exportées et de créer ainsi des flux économiques à la sortie, donc aussi à la rentrée de Bouna.

Malheureusement pour Bouna, il n'en a pas été ainsi pour différentes causes que l'on peut essayer d'énumérer ici. L'une est probablement liée à des données politiques et sociologiques héritées de l'époque précoloniale. En effet les rapports entre Koulango des Etats de Bouna et Lobi ont été longtemps des rapports de domination des premiers sur les seconds. Cette domination d'ordre politique semble d'ailleurs depuis longtemps s'accompagner d'une certaine dépendance économique mais jouant en sens inverse : c'est-à-dire que les Koulango avaient besoin pour survivre des produits vivriers produits par les Lobi (3). Les rapports administratifs du début du siècle mentionnent plusieurs fois le Lobi comme « le grenier traditionnel des Etats de Bouna ». Les conditions nouvelles amenées par la colonisation ne pouvaient que modifier ces rapports entre Koulango et Lobi, affaiblir la domination politique des premiers et rétablir l'équilibre économique en faveur des seconds.

Le contentieux est fort lourd entre Koulango et Dioula d'un côté et Lobi de l'autre ; en effet, l'origine de leurs conflits remonte loin dans l'histoire des deux populations. Les Lobi formant une société

(1) SAVONNET (1962).

(2) Archives IFAN.

(3) La superficie cultivée par tête est une fois et demie plus élevée chez les Lobi que chez les Koulango : cf. GLEIZES (1965).

segmentaire sans pouvoir politique central ont été soumis à partir de la fin du 18^e siècle au fur et à mesure de leurs migrations sur la rive droite de la Volta à la domination des rois de Bouna. Cette soumission était souvent remise en question par les batailleuses tribus Lobi. Un fragment du journal de Poste de Bouna nous rapporte un de ces conflits et les conséquences qu'il a eu sur les rapports entre les deux ethnies :

« En 1889, le pays Lobi se révolte contre l'autorité du roi de Bouna, Bolokouronnié et se soumet bientôt. A la suite de ces guerres, les Lobis sont contraints de remettre aux Pakhallas ⁽¹⁾ de nombreux captifs. En 1897, Saranké Mory brûle Bouna, les habitants qui peuvent s'échapper fuient un peu partout. Un grand nombre demande asile aux Lobis. Alors que les Pakhallas sont dans la plus grande détresse, les Lobis prennent leur revanche, s'emparent des captifs des fugitifs et les vendent aux Dioulas. Les populations Lobis, Birifors, Dagaris, jalouses de leur indépendance profitent de ces événements ainsi que de l'occupation successive du pays par les Anglais et les Français pour s'affranchir du joug de leur vainqueur. De là, toutes ces luttes entre villages Lobis et Pakhallas pour se reprendre les captifs. Le commerce des captifs se fait dans le Lobi sur une très grande échelle. Les Dioulas volent des enfants sur leur route et les vendent avant d'arrivée à la barrière de Bouna. Il est évident que lorsqu'un Lobi apprend qu'un de ses captifs qui avait disparu se trouve dans un village Pakhalla il prend son arbalète et son carquois et part en guerre pour recouvrer son bien. Le Lobi à l'instar du Dioula est devenu lui-même marchand d'esclaves et ce commerce est tellement entré dans ses mœurs qu'il n'hésite pas à vendre ses propres enfants ; Les Dioulas volent tant qu'ils peuvent les Lobi qui ne connaissent rien à la valeur des marchandises. Comme le Lobi ne se déplace pas, le Koulango et le Dioula qui ont été longtemps ses hôtes se chargent de ce soin et souvent la marchandise est livrée à crédit. Parfois, il arrive que le débiteur oublie le chemin de la Soukala qui l'a obligé et s'il s'en va, répétant en plusieurs endroits son indélicat mais fructueuse opération. Le Lobi ne vient pas se plaindre mais se venge ! ».

Dans sa première période, la colonisation française n'eut pas pour effet d'atténuer l'hostilité entre les Koulango, les Dioula et les Lobi. Le journal de Poste de Bouna de décembre 1899 nous donne d'autres précisions sur ces rapports : « traités en parias par tous, les Lobi se méfient. Faire une enquête auprès d'eux est impossible. Comment contrôler les dires des gens de Ouaraco ⁽²⁾ au sujet de l'agression dont ce village avait été victime ? Les Pakhallas connaissent le Poste et y viennent bien réclamer contre les Lobis ; les Lobis l'ignorent ou du moins n'ont pas confiance dans notre justice et ne viennent pas. Si on va chez eux pour avoir des renseignements, ils nous reçoivent à coups de flèches et il n'y a pas d'agent politique qui ne craigne d'aller chez eux. La raison doit être la peur. Ces malheureux Lobi ont été décimés par Samory ; les Dioulas et les Pakhallas y vont voler pas mal de captifs. Les tirailleurs anglais les pillaient et les nôtres dans ce pays ont fait pas mal de sottises. A la suite de rapports qui nous furent faits par des indigènes qui prétendirent avoir à se plaindre d'eux, n'avons nous pas nous-mêmes envoyé des reconnaissances un peu à la légère, reconnaissances qui devaient châtier et « casser des villages ». En qui auraient-ils confiance ? Ils se confinent chez eux et se gardent même contre leurs voisins Lobis ». Un rapport de 1904 donne un autre exemple des procédés employés par l'Administration Coloniale : « voilà comment l'impôt est encore perçu à l'heure actuelle dans le cercle du Lobi : on réunit des cavaliers, on cerne un village et au petit bonheur on prend quelques bœufs. Dans la circonscription de Bouna, ces sommaires fonctions sont confiées à des cavaliers volontaires Koulango, ce qui n'a pas dû contribuer à entretenir la bonne harmonie entre les deux peuples ».

L'histoire de la colonisation donne de nombreux exemples, de la façon dont les chefs Koulango cherchèrent à profiter de la situation coloniale pour continuer et même renforcer leur exploitation des Lobi.

(1) Pakhalla : nom donné par les Dioula aux Koulango et fréquemment utilisé au début de la colonisation.

(2) Village koulango qui se plaignait d'avoir été attaqué par les Lobis.

Ils y ont été d'autant plus entraînés que cela leur était très facilité par la façon dont les Lobi pendant très longtemps ont refusé l'occupation française ou tout au moins cherché à en esquiver les conséquences, notamment le recensement et l'impôt. Des extraits d'un Rapport Politique de la Subdivision de Bouna en 1931 résumant la situation inconfortable faite aux Lobi dans la région : « La situation politique de la région de Bouna s'est améliorée (1). Pour la première fois depuis notre occupation aucun village Lobi ne s'est montré réfractaire aux travaux de prestation. Pour la première fois également, il a été possible de procéder à un recensement nominatif. Quelques ménages Lobi sont venus s'établir à Bouna sans aucune pression : l'Administration veille à ce qu'ils ne soient l'objet d'aucune brimade de la part des Koulango et des Dioula qui tendent à les considérer comme des êtres inférieurs ». Disséminés dans la brousse, les Lobi ont tendance à se sentir plus protégés qu'à la ville contre les exactions tant de l'Administration que des Koulango sur les terres desquels ils sont installés (2). D'ailleurs, leur propre culture, leur « tempérament de base » et leur système économique semblent peu compatibles avec un mode de vie urbain. L'habitat dispersé, chaque groupement familial vit dans une « sounkala » isolée, à plus d'une portée de flèche de la « sounkala » voisine (les conflits sont fréquents et se règlent parfois à coup de flèches) entourée de ses champs et de son parc à bétail ; le Lobi est justement réputé pour son caractère farouche et son indépendance. Les archives révèlent que l'administration a tenté mais en vain depuis le début du siècle, et d'ailleurs elle continue toujours, de la « regrouper » en villages de type classique.

Le tableau suivant résume les données démographiques disponibles concernant la région de Bouna (c'est-à-dire la population établie sur le territoire de ce qui était avant 1958 la Subdivision de Bouna).

	1904	1913	1922	1932	1954	1965
Koulango + Dioula	5 250	—	—	—	—	7 500
Lobi	5 000	— ⁽³⁾	—	—	—	33 500
Ensemble	10 250	—	16 500	22 500	35 000	41 000
Dont la ville de Bouna	1 000	1 700	—	1 500	2 300	3 800

Le très fort accroissement démographique qu'a connu la région est dû beaucoup plus à l'immigration des Lobi qu'à la croissance très lente des groupements Koulango.

Le taux de croissance de la ville de Bouna depuis 10 ans — moins de 5 % par an — la classe parmi les villes de Côte d'Ivoire se développant le moins rapidement.

*
* *
*

III — BOUNA, D'HIER A DEMAIN.

Eclatement de Bouna précolonial : faible intégration de l'arrière pays Lobi et concurrence croissante de Doropo. Hétérogénéité du paysage urbain et du milieu humain.

Une des caractéristiques de Bouna pendant la période coloniale et post-coloniale qui la différencie de la grande majorité des autres villes de Côte d'Ivoire est qu'elle n'a que peu bénéficié d'un apport de population en provenance des campagnes alentours. Au contraire, Bouna a connu une certaine émigra-

(1) On vient de voir que des opérations militaires d'envergure avaient été menées en 1921 pour « réduire la résistance » des populations Lobi.

(2) Cf. SAVONNET (1962).

(3) Non recensée, estimée : Recensement Général de 1904 — Côte d'Ivoire — Archives de Dakar 22 — G 12.

tion vers d'autres centres de Côte d'Ivoire. Cette émigration a pris deux formes, l'une à longue distance et déjà assez ancienne, l'autre plus localisée dans la région de Bouna et beaucoup plus récente. Correspondant à ce premier type d'émigration, se trouvent tous les regroupements d'originaires de Bouna qui existent dans la plupart des grandes villes de Côte d'Ivoire : Abidjan, Bouaké, Abengourou et représentent environ 400 à 500 personnes. Au deuxième type d'émigration, correspondent tous les regroupements de commerçants et d'artisans partis, pour la plupart depuis moins de 20 ans, pour s'installer dans les gros villages de la région et bénéficier du début d'essor économique provoqué par les migrations des paysans — éleveurs Lobi. De tels groupements d'originaires de Bouna se retrouvent principalement sur la grande route Bouna-Haute Volta dans les localités de Bouko, Latrougo et surtout Doropo. Ainsi comme les Lobi ne sont venus qu'en faible nombre à Bouna, les habitants de Bouna, essentiellement pour la partie dite Dioula à tradition mercantile, sont allés à leur rencontre. On assiste ainsi à une sorte d'exode rural à l'envers, de faible envergure mais significatif de la difficulté pour Bouna de devenir centre économique de la région.

Un inventaire rapide de ces commerçants et artisans installés dans la région a été réalisé au début de l'année 1967 et donne les résultats suivants :

	Originaires de Bouna	Lobi	Mossi et autres
Danoa	3	—	1
Doropo	11	2	44
Angaye	4	—	—
Kalamou	3	1	4
Total.....	21	3	49

La comparaison des inventaires de commerçants et artisans de Bouna et de Doropo donne une image assez exacte du rôle relatif de chacun de ces bourgs dans l'économie de la région.

	Bouna	Doropo
Chaîne avion	1	1
Boutique polyvalente	6	4
Tablier	10	29
Boucher + boulanger	10	6
Tailleur	20	6
Garagiste et réparateur de vélos	4	2
Maçon + menuisier	25	10
Total	76	58

Compte tenu du caractère très récent du développement de Doropo comme bourg commerçant, on s'aperçoit que Doropo est en train de dépasser et peut être même de supplanter Bouna en tant que centre économique de la région.

Différents autres éléments viennent confirmer cette tendance. A Doropo le marché qui a lieu tous les cinq jours — comme dans toute la zone Lobi, comme d'ailleurs à Bouna — rassemble à chaque séance entre 1 500 et 3 000 femmes suivant le temps et la saison, tandis que le marché de Bouna ne réunit qu'except-

tionnellement plus de 500 ou 600 femmes. Dans les premiers temps de son expansion, Doropo ne possédait aucune boutique de type commerce moderne et ce n'est qu'en mars 1965 qu'une « Chaîne avion » y a été installée et son chiffre d'affaires a atteint dès la première année 80 % de celui de la succursale « Chaîne avion » de Bouna. Chiffre d'autant plus remarquable que la succursale de Bouna fait une proportion élevée de son chiffre d'affaires sur la population de fonctionnaires qui y résident. Aujourd'hui, ce sont les compagnies pétrolières dont deux stations fonctionnent de façon plus ou moins continue à Bouna qui pensent à s'installer à Doropo dans les prochains mois. Il est vrai qu'un facteur très favorable joue en faveur de Doropo, c'est sa proximité de la frontière de Haute Volta, distante de 15 kilomètres : le pays frontalier a une assez forte densité et Doropo joue à la fois le rôle de débouchés pour la production vivrière et de centre d'achat pour les produits manufacturés qui sont moins chers et plus diversifiés en Côte d'Ivoire qu'en Haute Volta. De plus un facteur psychologique joue certainement en faveur de Doropo au sein des populations Lobi : Doropo est leur marché, marché créé et fréquenté avant tout par les Lobi eux-mêmes. Ils s'y sentent chez eux tandis que Bouna est la ville Koulango-Dioula, autrefois la ville des blancs, aujourd'hui la ville de l'Administration ivoirienne d'où viennent tous ceux qui cherchent à les exploiter, les impôts, les interdictions de chasse, etc. Quoiqu'il en soit de facteurs psychologiques ou géographiques, Doropo est en train de prendre une place prééminente, devant Bouna, au moins dans le secteur du commerce, Bouna gardant évidemment l'avance qu'il doit à son rôle administratif ⁽¹⁾. Or comme l'expansion économique est largement entre les mains de la population Lobi, si Bouna ne réagit pas, Doropo doit s'attendre à voir son rôle de capitale économique de la région se préciser, ce qui serait sûrement dommage pour l'avenir de Bouna.

L'éclatement du Bouna précolonial s'observe aussi dans le domaine du potentiel économique et humain. On peut en prendre un premier exemple dans le domaine des transports. Bouna est aujourd'hui particulièrement mal équipé en ce qui concerne les moyens de transport ; un trafic faible et irrégulier en marchandises et voyageurs en est certainement la cause. Basés à Bouna, on ne trouve aujourd'hui que trois camions très usagés pour le transport de marchandises, trois « mille kilos » pour le transport des voyageurs. Au contraire, la flotte détenue par les originaires de Bouna basés dans les autres villes de Côte d'Ivoire comprend onze camions de cinq tonnes et plus et au moins une douzaine de « mille kilos ». Le deuxième exemple se rencontre dans le domaine des cadres administratifs : il existe plus de fonctionnaires qualifiés originaires de Bouna en service hors de Bouna ⁽²⁾ que de fonctionnaires non originaires de Bouna en service à Bouna. Cet excédent de cadres originaires de Bouna par rapport aux cadres employés à Bouna est un phénomène assez exceptionnel en dehors des villes de Basse Côte. Il est le résultat, à la fois d'un choix volontaire individuel — beaucoup d'originaires de Bouna souhaitent résider loin de Bouna pour réduire les charges imposées par la famille étendue — et d'une volonté nationale de brasser les originaires des différentes régions. Une estimation rapide montre que sur environ 140 fonctionnaires, contractuels et manœuvres de l'administration en service à Bouna ⁽³⁾, 40 seulement sont originaires de la région, et encore parmi ces derniers 20 sont des Lobi, manœuvres pour la plupart.

Cette présence de nombreux éléments étrangers à la région ne fait que contribuer à renforcer l'hétérogénéité du paysage urbain et du milieu humain qui caractérise aujourd'hui la ville de Bouna. La

⁽¹⁾ Encore que ce rôle administratif soit lui-même diminué par la loi du 3 janvier 1961 qui a prévu la division de l'ancienne subdivision en 3 sous-préfectures Bouna-Nassian-Tehini ; Nassian a été détachée mais Tehini qui n'a pas été constituée jusqu'à présent reste dépendante de Bouna.

⁽²⁾ Un décompte sommaire donne l'inventaire suivant : 12 directeurs d'école et instituteurs, plus de 10 majors et infirmiers, 2 sous-officiers, 3 adjoints administratifs, etc.

⁽³⁾ Cet effectif, relativement important du personnel de l'Administration s'explique en partie par la présence d'un service des Eaux et Forêts très étoffé en raison de la proximité de la Réserve de faune de Bouna et par la présence d'un service des Douanes (la Sous-Préfecture est frontalière du Ghana et de la Haute Volta).

séparation de la ville administrative du reste de l'agglomération a été héritée de la période coloniale : elle est profondément inscrite sur le sol lui-même. Représentant chacune environ la moitié de la superficie globale de la ville — bien que la ville administrative n'abrite qu'un peu moins du tiers de la population — la ville moderne a pour centre la superficie comprise entre les bureaux de la Sous-Préfecture et la Poste tandis que la vieille ville est centrée sur la place du marché. L'hétérogénéité se traduit aussi de façon évidente au niveau de l'habitat : les bâtiments de la ville moderne sont tous construits en dur et couverts de tôle. S'ils ne sont pas véritablement élégants, leur implantation est régulière et l'impression générale est assez aérée. Quant à la ville traditionnelle, la description de Delafosse séjournant en avril 1902, si elle n'est plus aujourd'hui qu'en partie exacte, permet de déterminer quelles ont été les changements sinon les progrès apportés depuis 65 ans.

« La ville de Bouna est vaste, mais elle n'a rien de joli ni de pittoresque (1). C'est un fouillis de huttes cylindriques à toit conique fait de couches de paille imbriquées, huttes d'ailleurs grandes et bien construites tantôt isolées, tantôt et le plus souvent réunies par groupes de cinq ou six que relie entre elles un mur circulaire en terre ou une palissade de tiges de sorgho ou d'épines. Partout, au milieu de la ville, sur la lisière, le long des places sont amoncelées des ruines. Des deux mosquées, il ne reste que des amas de briques et quelques pans de mur qu'affectionnent les chèvres pour y prendre leurs ébats : Sarankié Mori, le fils préféré de l'Attila ouest africain est passé par là. Le quartier musulman, habité par les Dioula renferme, outre des huttes à toit conique, quelques maisons à porte trapézoïdale et à terrasse bordée de créneaux pointus ».

Depuis 1902, les mosquées ont été reconstruites et des cases rectangulaires couvertes de chaume ou de tôle ont été bâties. Durant les toutes dernières années surtout, la ville a été dégagée par le creusement de certaines artères et la création d'une assez vaste place de marché ; un plan de lotissement a été réalisé et de nombreuses maisons de style moderne s'y édifient, investissant les quartiers administratifs, enfin un très haut château d'eau représentant un progrès remarquable dans la vie quotidienne des femmes s'élève au-dessus de ce quartier neuf. Malgré cela, le contraste reste très vif entre ville moderne et vieille ville : cette juxtaposition est caractéristique des petites villes coloniales mais le contraste est, probablement encore plus sensible à Bouna que dans d'autres villes créées de toutes pièces par la colonisation dans la mesure où la structure politique tribale s'est maintenue vivante plus longtemps (cf. la cour de *Buna-Masa*).

Cette hétérogénéité du paysage urbain traduit fidèlement celle du milieu humain. D'un côté, en effet, les habitants de la ville administrative, c'est-à-dire essentiellement les fonctionnaires, ont des habitudes de vie analogues à celle de tous les autres fonctionnaires de Côte d'Ivoire : ils sont chrétiens pour le plus grand nombre et leurs principaux centres d'intérêt les orientent vers l'extérieur, le plus souvent vers la Basse Côte dont beaucoup sont originaires — et Abidjan. Congés, mutations, visites de famille sont les jalons d'une vie quotidienne tranquille et un peu fastidieuse que rythme l'écoute des transistors (2). De leur côté, les habitants de la ville traditionnelle semblent mener une existence fortement marquée par les habitudes du passé : le cycle des saisons et des récoltes garde toute son importance, notamment pour les quelques 30 % d'habitants surtout Koulango dont l'agriculture reste la principale activité. En ce qui concerne les Dioula, les activités commerciales modernes qui nécessitent de gros moyens financiers leur échappent et la plupart se contentent soit d'activités de petit commerce et de colportage, soit d'activités artisanales (tailleur, maçon). Cependant cette existence n'est déjà plus celle du passé ; le niveau de vie général est bas. Le roi *Buna Masa* et sa cour ont vu leur autorité et leur prestige périr rapi-

(1) M. DELAFOSSE : Les frontières de la Côte d'Ivoire, de la Côte d'Or et du Soudan. Masson et Cie Editeur. Paris. 1908.

(2) Les loisirs sont à Bouna assez limités : il existe un club de fonctionnaires mais pas de cinéma, quelques clubs de danse dans les quartiers dioula et deux équipes de foot-ball.

dement au cours de ces dernières années. Les grandes fêtes de récolte ont perdu leur faste, seul l'Islam, surtout dans les quartiers dioula, apporte sa cohérence à la vie sociale : naissance, mariage, funérailles, sont les occasions de danses et réjouissances, et rassemblent un grand nombre d'habitants.

Pour son avenir, Bouna détient quelques atouts majeurs. La réouverture récente de la frontière avec le Ghana devrait lui valoir une intensification du trafic que l'on doit attendre aussi d'une augmentation des échanges avec la Haute Volta, mais c'est surtout du développement économique de la région elle-même que dépendra l'essor de la ville : de ce point de vue, les efforts entrepris pour l'extension des cultures de coton et de riz, la mise en place d'une rizerie sont des signes encourageants. Toutefois, un obstacle reste à surmonter c'est l'actuelle faible insertion de la population Lobi dans l'économie de la région. Tout semble se passer comme si les Lobi évitaient Bouna et les institutions qu'elle abrite. Dans ce domaine encore, c'est de la scolarisation généralisée que l'on peut attendre les changements dans les mentalités et les attitudes qui donneront véritablement à Bouna une silhouette et un rôle de capitale régionale.

BIBLIOGRAPHIE

- BERNUS (E.), 1960. — Kong et sa région. *Etudes éburn.*, VIII, Abidjan, 240-324.
- BINGER (L.G.), 1892. — Du Niger au golfe de Guinée. Paris, 2 vol.
- Cissé LOGOSSINA, 1967. — a) La fondation de Bouna. *Eburnéa*, n° 2, mai, 41-42.
1967. — b) La naissance de l'Etat de Bouna. *Eburnéa* n° 4, juil., p. 46.
- CLOZEL (F.J.), 1906. — Dix ans à la Côte d'Ivoire. Paris, Challamel.
- CLOZEL (F.J.) et VILLAMUR, 1902. — Les coutumes indigènes de la Côte d'Ivoire. Paris.
- DELAFOSSÉ (M.), 1904. — Vocabulaires comparatifs de plus de 60 langues ou dialectes parlés à la Côte d'Ivoire et dans les régions limitrophes. Paris.
- DELAFOSSÉ (M.), 1908. — Les frontières de la Côte d'Ivoire, de la Côte de l'Or et du Soudan. Paris, Masson.
- GLEIZES (G.L.), 1965. — Le secteur pilote de Varalé : études préliminaires. Ministère de l'Agriculture. Abidjan.
- GOODY (J.), 1964. — The Mande and the Akan Hinterland, in *The Historian in Tropical Africa*. Ed. by Vansina, Mauny and Thomas. London, 193-218.
- GOODY (J.), 1966. — Rotational succession in Gonja in Succession to High Office. (Ed. J. Goody) *Cambridge Papers in Social Anthropol.* n° 4.
- GOODY (J.), 1967. — The Over-Kingdom of Gonja in West African Kingdoms in the Nineteenth Century. Ed. by D. Forde and P.M. Kabery. London.
- HILL POLLY, 1966. — Land lords and Brokers « A west African Trading System ». *Cah. Et. Afric.* VI, 3, n° 23.
- LEVTZION (N.), 1968. — Muslims and chiefs in West Africa. Oxford.
- MARTY (P.), 1922. — Etudes sur l'Islam en Côte d'Ivoire. Paris, Leroux.
- MAUNY (P.), 1961. — Tableau géographique de l'Ouest Africain au Moyen Age. IFAN, Dakar.
- MONNIER (H.), 1894. — France Noire. Paris, Plon.
- PERSON (Y.), 1964. — En quête d'une chronologie ivoirienne in *The Historian in Tropical Africa*. Ed. by Vansina, Maimy and Thomas. London, pp. 322-338.
- SAVONNET (G.), 1962. — La colonisation du pays Koulango par les Lobi de Haute-Volta. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 57, janv.-mars.
- TAUXIER (L.), 1921. — Le Noir de Bondoukou. Paris.